

République
Française



DECISION n° DP-2023-092
AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE MANDATER LE CABINET
LLC & ASSOCIÉS POUR REPRESENTER LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION EN JUSTICE DANS LE CADRE D'UN RECOURS
DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON CONTRE DEUX
DELIBERATIONS

Le Président de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

VU l'arrêté n°41/2016-BCL de Monsieur le Préfet du Var en date du 5 juillet 2016 portant création de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte ;

VU l'arrêté n°415/2021-BCLI de Monsieur le Préfet du Var en date du 20 octobre 2021, portant approbation des statuts modifiés de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

VU la délibération n° 2021-273 en date du 27 septembre 2021 portant délégation d'attributions du Conseil de Communauté d'Agglomération au Président pour toute décision relative aux actions en justice et au recours à un avocat ;

CONSIDERANT que le Président peut tenter au nom de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte les actions en justice ou défendre la Communauté d'Agglomération dans les actions intentées contre elle ;

CONSIDERANT les requêtes de Monsieur Coste, enregistrées sous les numéros 2202726-4 et 2301013-4 au greffe du Tribunal administratif de Toulon le 06/10/2022 et le 05/04/2023, demandant l'annulation d'une part, de la délibération 2022-75 prise par la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte le 8 avril 2022, portant sur le vote des taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), et d'autre part, l'annulation de la délibération CC 2022-54-A prise par le conseil de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, portant sur l'abrogation du dispositif de lissage des taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) le 14 octobre 2022 ;

CONSIDERANT que les deux requêtes ont été notifiées le 24 avril 2023 par le Tribunal Administratif de Toulon à l'Agglomération ;

CONSIDERANT la nécessité de désigner un avocat chargé de représenter les intérêts de la Communauté d'Agglomération dans le cadre des deux instances pendantes devant le Tribunal Administratif de Toulon ;

DECIDE

Article 1 :

DE MANDATER le cabinet LLC & Associés Avocats au Barreau de Toulon, situé à l'Espace Valtech, RD98, Giratoire de la Redonne, La Valette du Var (83160), pour représenter la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte dans le cadre des instances pendantes devant le Tribunal administratif de Toulon, sous les numéros 2202726-4 et 2301013-4.

Article 2 :

DE DIRE que la présente décision sera communiquée, pour information, au Conseil Communautaire lors de la prochaine séance.

Article 3 :

DE DIRE que le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera :

Transmis au représentant de l'Etat,

Publié par affichage.

Ampliation adressée au :

SGC de Brignoles

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Brignoles, le 29/06/2023

Le Président
De l'Agglomération Provence Verte

